

[Texte]

Mr. Carson: I think there are over 100, or something around 100.

The Chairman: I do not think it was the kind of appointment that the reform committee had in mind when we recommended scrutiny of appointments; not exactly.

Mrs. Collins: I gather some of them do not really sit at all.

The Chairman: Some of them may never be called. Only 25% will serve. It is like a Supreme Court panel for juries in the provinces.

Mrs. Collins: Are there any that are more involved or more full-time than others?

The Chairman: No. Any of them can be called to serve on the tribunal. But some of them may never be called.

Mr. Kindy: Who makes up the list of who is being called?

The Chairman: The Governor General, on the advice of her Ministers.

I would imagine that that panel has not changed all that much down through the years. I do not know.

Perhaps we might leave that over until the next meeting.

• 1020

Okay, at some point we should consider our responsibilities as a committee to monitor the government's response to the Equality for All Committee to see where they are in that. In that regard, of course, we will be hearing from the Associate Minister of National Defence; that is why he is appearing before us. So we have already really addressed that.

Can I have the views of the committee on authorizing staff to prepare for a possible visit to Central America in the fall? First of all, how does the committee feel about that? It is an area where Canada has a very interesting foreign policy in terms of our big neighbour to the south.

Mr. Kindy: Mr. Chairman, I have just travelled to Peru and I saw some of the human rights problems down there. I think it is probably an excellent idea for this committee to go to Central or even South America to see the problems as they are. I am certainly in favour of this type of trip, because I think Canada has to be more involved in Central and South America, especially regarding the human rights violations.

They have some new governments there that are democratic; for instance, in Peru it is the second democratic government that was elected, the APRA party. But it is a huge problem. They have Indians that live in subhuman conditions. In this way, I think Canada should get involved not only in Africa, but in Latin America.

[Traduction]

M. Carson: Plus d'une centaine, ou du moins une centaine environ.

Le président: À mon avis, ce n'est pas ce genre de nomination auquel le Comité de la réforme avait pensé lorsqu'il a recommandé au Comité d'étudier les nominations publiques, ce n'est pas tout à fait cela.

Mme Collins: J'imagine que certains de ces candidats ne siègent jamais.

Le président: En effet. Il y en a que 25 p. 100 environ qui sont appelés à siéger. C'est un peu comme les listes de jurés pour la Cour Suprême dans les provinces.

Mme Collins: Y en a-t-il qui sont appelés plus souvent que d'autres ou qui travaillent davantage à plein temps?

Le président: Pas du tout. N'importe qui peut être cité à siéger au tribunal, mais certains ne le seront jamais.

M. Kindy: Qui décide des personnes à convoquer?

Le président: Le gouverneur général, sur l'avis de ses ministres.

J'imagine que la liste n'a guère changé au fil des ans, mais en fait je n'en sais rien.

Peut-être pourrions-nous laisser cela à la prochaine fois.

Parfait, à un moment donné, nous allons devoir également, comme nos responsabilités l'exigent de nous, étudier la réponse du gouvernement au rapport du comité «L'égalité, ça presse» et voir ce qui se fait à cet égard. D'ailleurs, nous allons entendre à ce sujet le ministre associé de la Défense nationale, c'est la raison pour laquelle il va comparaître devant le Comité. Donc, nous avons déjà fait ce que nous devons faire.

J'aimerais savoir ce que les membres du Comité pensent de l'idée d'autoriser le personnel à préparer un projet d'itinéraire pour un voyage en Amérique centrale au cours de l'automne? Pour commencer, que pensez-vous de cette idée? C'est une région du monde pour laquelle le Canada a une politique étrangère très intéressante par rapport notamment à notre gros voisin du Sud.

M. Kindy: Monsieur le président, je viens de me rendre au Pérou et j'ai pu constater certains problèmes qui s'y posaient du point de vue des droits de la personne de sorte qu'à mon avis, c'est une excellente idée d'envoyer le comité en Amérique centrale, même en Amérique du sud d'ailleurs, pour constater *de visu* les problèmes qui s'y posent. Je suis tout à fait favorable à ce genre de voyage parce que je pense que le Canada doit suivre de beaucoup plus près ce qui se passe en Amérique centrale et en Amérique du sud, surtout en ce qui concerne les violations des droits de la personne.

Il y a, dans cette région du monde, certains gouvernements qui ont très récemment été démocratiquement élus, au Pérou par exemple, c'est le deuxième gouvernement démocratiquement élu que le pays ait connu, il s'agit du parti APRA. Il n'empêche que les problèmes y sont énormes. Il y a là des Indiens qui vivent dans des conditions inhumaines. C'est la raison pour laquelle, à mon avis, le Canada devrait suivre ce